

Dans 30 ans, 450 millions d'Africains seront aux portes de l'Europe... Incroyable interview de Stephen Smith

écrit par Marcher sur des oeufs | 12 octobre 2019



Antoine Baudino, responsable RN, assistant parlementaire de Stéphane Ravier et candidat RN à la Mairie de Berre est déchaîné.

Il se bat comme un beau diable contre l'immigration qu'ils nous imposent, il tweete rageusement, avec pertinence, et il nous a fait découvrir un intéressant article du Figaro. On ne sera pas d'accord avec l'ensemble de l'article mais il y a des données factuelles et chiffrées intéressantes.

*Incroyable interview de Stephen Smith dans [@Le_Figaro](#), par [@AlexDevecchio](#). Quelques extraits sous ce tweet ↓
<https://t.co/NWzdwJSvep>*

– Antoine Baudino (@AntoineBaudino) [October 10, 2019](#)

Extraits de cet article du Figaro ci-dessous :

Stephen Smith: «L'Afrique est une salle d'attente de 1,3 milliard d'habitants aux portes de l'Europe»

GRAND ENTRETIEN – Alors qu'Emmanuel Macron vient de lancer un grand débat sur l'immigration, Stephen Smith, journaliste spécialiste de l'Afrique, et auteur de *La Ruée vers l'Europe* (Grasset), décrypte les enjeux sociaux, politiques et culturels de ce qui pourrait être le plus grand défi européen du XXI^e siècle.

LE FIGARO – «La France ne peut pas accueillir tout le monde», affirme Macron, qui a lancé un débat à l'Assemblée nationale, tandis que la présidente élue de la Commission européenne a nommé un commissaire chargé de la «protection du mode de vie européen». Au-delà de la communication politique, est-ce le signe que la question de l'immigration est désormais incontournable en Europe?

Stephen SMITH – Si incontournable veut dire que l'immigration domine le débat politique comme l'épouvantail règne sur le potager, le sujet est déjà incontournable depuis bien longtemps – en France depuis 1987, quand le FN s'est mis à coller des affiches proclamant «*Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop*». Depuis trente ans, l'immigration est le mauvais œil de la politique française. On en est médusés, figés dans des positions non négociables. Les uns nient qu'il y ait un problème ou présentent l'immigration comme une fatalité sur laquelle la politique n'aurait pas de prise ; d'autres exaltent une France sans frontières et s'étonnent ensuite que la nationalité qu'ils vident de son sens soit récupérée par les Cassandre du crépuscule, de la fin de l'Occident sinon du «grand remplacement». Dans ce contexte, le président de la République cherche à repartir d'un constat d'évidence...

Ce n'est pas une évidence pour tout le monde!

Alors, voyons. L'Afrique est une salle d'attente de 1,3 milliard d'habitants aux portes de l'Europe. **40% des adultes africains déclarent vouloir migrer**, à l'intérieur du continent ou au-delà. **Pour**

le moment, seulement 150 millions en ont les moyens. Mais ils seront quatre fois plus nombreux en 2050 quand l'Afrique comptera 2,4 milliards d'habitants. À l'évidence, l'Europe ne pourra pas accueillir tous les candidats à l'entrée. Et qui, à Bruxelles, peut croire qu'on pourrait «protéger» le mode de vie – au singulier! – des quelque 500 millions d'Européens? Je passe sur la volonté de momifier le Vieux Continent qui est absurde. En 2000, quand déjà la moitié des enfants nés à Bruxelles étaient des enfants de parents immigrés, l'UE n'a pas dit un mot, dans sa stratégie pour la décennie à venir, des tensions montantes autour de l'immigration. Maintenant, la présidente élue de la Commission tourne bride et galope dans le sens contraire.

.
La «crise des migrants» n'est donc pas terminée? Le terme de migrants est-il approprié? Faut-il distinguer les réfugiés, l'immigration légale et illégale?

Tout le monde est perdant dans cette grande confusion. Un migrant quitte son pays pour s'établir dans un autre pour des raisons qui mêlent contrainte et opportunisme dans des proportions variables. Un réfugié fuit un danger imminent, a priori en gardant l'espoir de pouvoir revenir un jour dans son pays. Quoi qu'il en soit, le droit d'asile lui offre un sanctuaire. Là, pour une fois, on est vraiment au cœur de la civilisation européenne. Les lois attiques disaient: «*Les suppliants sont sacrés.*» Or, ils ne le sont plus aujourd'hui pour des raisons qui s'enchaînent, c'est un cercle vicieux. Pour commencer, les abus sont si massifs que «réfugié» et «migrant» sont employés comme des synonymes ou confondus dans le «réfugié économique». Il y a eu environ 80.000 demandes d'asile en Europe en 1983, contre 638.000 l'année dernière. Le monde serait-il devenu tellement plus dangereux depuis la fin de la guerre froide?

.
[...]

.
Va-t-il falloir renoncer au modèle social de l'État-providence? Certaines réformes

sont-elles déjà liées au poids de l'immigration?

Quand on parle d'une réforme de [l'aide médicale d'État](#) (AME) en France, les yeux se braquent sur les sans-papiers. D'un point de vue américain, le droit aux soins gratuits d'un étranger en situation irrégulière et, plus encore, le droit d'un étranger de demander un titre de séjour en France pour s'y faire soigner parce qu'il ne peut pas le faire dans son pays laissent rêveurs. **Sûrement, remettre ce droit en question enverrait un signal. Pour autant, ce n'est pas l'AME qui creuse le trou de la Sécurité sociale en France et le «modèle» américain en matière de santé publique – chacun pour soi et que le dernier morde la poussière – n'en est peut-être pas un. Mais les Européens doivent aussi prendre conscience du lien qui existe entre le contrôle de leurs frontières et l'État-providence à l'intérieur de cet espace commun. Ce n'est pas un hasard si les États-Unis, le pays d'immigration par excellence, offrent un très faible niveau de protection sociale. C'est leur moyen de régulation pour attirer les plus dynamiques.** L'Europe, qui ne représente plus que 7% de la population mondiale, dépense toujours la moitié de ce qui est investi à l'échelle mondiale dans la sécurité sociale. Voisine de l'Afrique, où tout ce qu'elle offre manque, elle ne pourra pas à la fois ouvrir ses frontières et maintenir son niveau de protection sociale. **L'idée que la «jeune Afrique» viendra revigorer le Vieux Continent est une erreur. L'économie du futur ne créera pas des emplois pour la plupart des immigrants africains qui, en revanche, auront massivement besoin d'aide à l'intégration – la deuxième génération parfois encore plus que la première.**

Dans La Ruée vers l'Europe, vous expliquez que, paradoxalement, les politiques de «codéveloppement», censées aider les plus démunis à mieux vivre et rester chez eux, augmentent la pression migratoire.

On se trompe en pensant que «les plus pauvres parmi les pauvres fuient l'Afrique». Ils n'ont pas les moyens de venir en Europe. Pour cela, il faut une mise de départ entre 2000 et 3000 dollars, en fonction du point de départ. Or, cette somme représente jusqu'au double du revenu annuel par tête d'habitant au sud du Sahara, qui était de 1574 dollars en 2018. Imaginez que, pour pouvoir émigrer, vous devriez réunir entre 35.000 et 50.000 euros, l'équivalent européen. Donc, à supposer que le

«codéveloppement» sorte vraiment des gens de la misère, il augmente dans un premier temps le nombre de ceux qui ont les moyens de quitter leur pays. Ce n'est pas un argument contre l'aide au développement, puisqu'il faudra bien en passer par là. À terme, l'amélioration du niveau de vie mettra fin à la pression migratoire. Mais en Afrique, notamment subsaharienne, ce terme n'est pas proche.

Faut-il donc s'attendre à des bouleversements politiques? La recomposition actuelle du paysage politique liée à la poussée des partis dits«populistes» pourrait-elle être durable?

Je ne travaille pas sur l'Europe mais je vous donne mon avis d'observateur: l'actuelle implosion politique – la polarisation entre partisans et adversaires d'une mondialisation mal maîtrisée, au détriment des forces centristes – est due à la conjugaison de deux facteurs: la perte par les classes moyennes occidentales de leur«prime impériale» et le réveil en sursaut sur les effets à long terme de l'immigration. À mon avis, la révolte de ceux qui se trouvent livrés à une concurrence mondiale pas toujours loyale, et privés d'un mode de vie – emploi stable, voiture, maison... – qui leur était longtemps garanti du seul fait d'être né au«bon endroit», est la raison principale. Mais, sur fond de morosité, la «découverte» que les migrants d'hier ne sont pas des supplétifs que la crise économique fait repartir«chez eux», et que leurs enfants sont aujourd'hui des citoyens de plein droit, donne corps à l'idée que la succession dans le temps – immigration massive, puis perte de leur rente de situation – vaut causalité.

.

[...]

.

Quelle est la solution pour l'Europe?

Il n'y pas de solution miracle mais il y a un cap à passer – deux générations – en veillant au bon voisinage entre l'Europe et l'Afrique, ni plus ni moins. L'Europe ne pourra pas se retrancher dans l'indifférence, en une«forteresse»qui donne envie sans donner accès. Et l'Afrique devra s'avouer qu'elle est surtout en panne d'espoir et que le départ de sa classe moyenne constitue une perte sèche pour elle. On ne construit pas son économie, encore moins sa démocratie, avec des envois d'argent depuis l'étranger, c'est-à-dire des subventions familiales. À partir de là, le

chantier politique est ouvert. On pense déjà à des formes de «migration circulatoire», limitée dans le temps et à des individus sans leurs familles. On pourrait aussi réfléchir à des «contrats de parrainage» à responsabilité variable entre des candidats africains et des particuliers européens prêts à s'engager pour eux. Il y a un réservoir de générosité civique qu'il faudrait mobiliser au lieu de le ridiculiser comme une naïveté. L'appel, toujours facile, à «l'État qui n'a qu'à...» ne viendra pas au bout du défi. Quoi qu'il en soit, deux principes me paraissent fondamentaux. D'abord, la citoyenneté n'a ni couleur de peau ni origine, elle est un contrat d'allégeance entre un individu et «son» État. **Ensuite et sur cette base, les citoyens d'un pays doivent avoir le dernier mot chez eux. «Qui compte sans son hôte compte deux fois.» L'Europe est en train de s'en rendre compte.**

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/stephen-smith-l-afrique-est-une-salle-d-attente-de-1-3-milliard-d-habitants-aux-portes-de-l-europe-20191010>

Deux choix s'offrent à nous :

- 1) Sauver notre système social, de solidarité nationale et donc la sécurité sociale des Français*
- 2) Ouvrir nos frontières à l'immigration.*

Soit l'un, soit l'autre. Les gens de gauche préfèrent-ils leurs principes à leur santé ? pic.twitter.com/1M8G8wG2Zg

– Antoine Baudino (@AntoineBaudino) [October 10, 2019](#)

Plus nous nous modernisons, moins nous avons besoin de l'immigration. Le Japon a fait le choix des robots plutôt que des migrants.

L'Europe préférera-t-elle arrêter son développement parce que Mélenchon veut des immigrés pour ramasser ses poubelles ? pic.twitter.com/gAHMPFvFW8

– Antoine Baudino (@AntoineBaudino) [October 10, 2019](#)